

# L'Europe au défi du « printemps arabe »

**acques Delors et  
Antonio Vitorino \***

l'ancien président  
e la Commission  
européenne et  
e président du conseil  
l'administration  
lu think-tank  
otre Europe appellent  
es États membres  
à soutenir moralement  
et matériellement  
nos  
pays voisins qui aspirent  
au changement.

**L**es révoltes en cours dans les pays arabes ont conduit les dirigeants de l'Union européenne (UE) à s'interroger sur la stratégie à adopter vis-à-vis des pays « voisins », sans être tout à fait parvenus à se hisser à la hauteur des événements.

« Se hisser à la hauteur des événements », c'est d'abord les qualifier d'opportunité historique pour l'UE : celle de sortir du dilemme stérile entre dictatures et islamisme et de la « préférence pour la sécurité » qui structure ses relations avec les pays méditerranéens. Cette vision sécuritaire a conduit à insister de manière excessive sur les conséquences négatives des « révolutions » en cours, en termes de vagues migratoires ou d'éventuels risques terroristes.

Si « risques » il y a, ils ne peuvent occulter la démonstration d'attachement aux valeurs d'ouverture, de démocratie et de liberté apportée par les peuples du pourtour méditerranéen, qu'il faut encourager avec

énergie. C'est sur ces aspirations que l'UE et ses États membres doivent construire une relation nouvelle avec les États dont les peuples aspirent au changement, en affichant soutien moral et matériel

et en combinant projets de court terme et vision stratégique.

C'est en évitant que la situation économique ne se dégrade plus encore dans les pays en mouvement que les avancées politiques pourront y être consolidées. Un plan d'aide européenne massif s'impose, fondé sur la mise en cohérence de l'ensemble des outils européens et nationaux disponibles – en liaison avec les États-Unis, la Turquie et les pays du Golfe : aide extérieure, prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd), projets d'investissement dans le tourisme et l'énergie, ouverture commerciale réciproque y compris en matière agricole... Comme au moment du « plan Marshall », l'ensemble de ces soutiens doit favoriser le rapprochement des pays bénéficiaires et l'intégration régionale. Leur mise en œuvre doit être proportionnée au degré de modernisation des pays bénéficiaires : attention cependant à ne pas imposer une conditionnalité trop stricte, qui retarderait ou diminuerait le soutien urgent dont ces pays ont besoin.

**C'**est aussi parce que des signaux d'ouverture seront adressés aux sociétés civiles qu'elles se sentiront confortées dans leurs choix. Les dirigeants de l'UE se fourvoient en polémiquant sur l'accueil de quelques dizaines de milliers de migrants, à l'heure où la Tunisie accorde l'hospitalité à plus de 100 000 personnes ayant fui la Libye. Il est nécessaire de gérer les flux avec les pays de départ et s'efforcer

de contrôler l'immigration clandestine en signant avec eux des accords de réadmission ; mais il est aussi essentiel de faciliter la délivrance de visas pour les étudiants, les enseignants et les professionnels.

Sur le moyen terme, il importe d'aborder au niveau multilatéral l'enjeu des migrations entre une Europe vieillissante, pour qui le recours à la main-d'œuvre étrangère est plus une solution qu'un problème, et des pays voisins beaucoup plus jeunes, dont une partie des ressources humaines aspire à nous rejoindre.

Après la « chute du Mur », la politique d'élargissement a contribué à donner un contenu concret à l'introuvable « politique extérieure de l'UE » : le « printemps arabe » doit aujourd'hui conduire à renforcer sa « politique de voisinage »,

il s'agit ainsi d'accélérer le départ des dirigeants en place et d'œuvrer à la reconstruction de l'État.

Dans le contexte de crise actuel, il serait particulièrement absurde de relancer des débats mortifères sur une éventuelle compétition entre Sud et Est, d'autant que les peuples manifestent aussi pour des réformes en Ukraine, en Géorgie et en Biélorussie. L'UE doit développer la prospérité et l'État de droit dans l'ensemble de son voisinage ! En mobilisant plus de ressources que celles annoncées à très court terme, mais aussi au moment de la renégociation à venir de son « cadre financier ».

**E**n optant pour la « différenciation », l'UE doit enfin octroyer des avantages supplémentaires aux pays s'attaquant

**Sur le moyen terme, il importe d'aborder au niveau multilatéral l'enjeu des migrations entre une Europe vieillissante et des pays voisins beaucoup plus jeunes**

dont la Commission européenne et Catherine Ashton viennent de proposer une refonte bienvenue.

L'UE doit fonder ses relations avec ses voisins méridionaux et orientaux sur un socle commun d'interdépendances et de valeurs partagées, pour constituer un véritable pôle d'influence au niveau international. Cela suppose une implication forte pour le règlement des conflits qui menacent la sécurité et la stabilité de la région : en Libye,

à leurs maux récurrents (népotisme, corruption, captation des rentes), être intrinsèquement avec ceux qui bafouent les droits fondamentaux, et s'efforcer de soutenir l'ensemble des sociétés civiles. À cet égard, la réussite de pays comme la Tunisie ou l'Égypte est essentielle : elle fera figure de test pour les autres pays, mais également pour l'UE et ses dirigeants. \*Tribune cosignée avec l'ensemble du conseil d'administration de Notre Europe

<http://www.notre-europe.eu>



Claude Allègre

## Faut-il se priver du gaz de schiste ?